

REVUE DE PRESSE

24 mars 2022

JOURNAUX **PRESSE** **Radio** information
télé
MÉDIAS *Médias* sociaux

Afin de se conformer à la Loi sur le droit d'auteur,
la FCSSQ détient une licence autorisant une
redistribution électronique restreinte de ce document.



La Fédération
des centres de services
scolaires du Québec

PRODUIT PAR

influence

Une autre école est possible et nécessaire: autopsie du système d'éducation québécois

ANI-ROSE DESCHATELETS

Le Droit

Des membres du corps professoral du Département des sciences de l'éducation de l'Université du Québec en Outaouais (UQO), qui font partie du collectif *Debout pour l'école!*, ont officiellement lancé mercredi soir le livre *Une autre école est possible et nécessaire*. Cet ouvrage se veut une façon de mettre en lumière les différents enjeux auxquels fait face le système d'éducation québécois aujourd'hui.

«On juge et on considère que le système d'éducation actuel va mal. Il y a urgence d'agir», a témoigné Judith Émery-Bruneau, professeure titulaire au Département des sciences de l'éducation, membre du collectif et co-autrice de l'ouvrage. «Les enseignants se trouvent avec des tâches qui sont de plus en plus lourdes à porter. Les classes sont de plus en plus bondées. On se retrouve avec un système d'éducation à trois vitesses. [...] Ce qu'on veut avec le collectif, mais aussi avec l'ouvrage, c'est de dénoncer tous ces problèmes-là, mais vraiment de militer pour avoir un système d'éducation plus juste, mais aussi plus valorisé et qui permet à chacun d'être davantage émancipés à travers ce système d'éducation pour lequel nous militons, puis pour lequel nous avons un idéal partagé entre nous. On souhaite renouveler le système de l'éducation. Et ce, dans un esprit à la fois critique, mais dans un esprit aussi dynamique et collectif qui réunit plusieurs visions.»

Parmi les quelque 1400 membres du collectif *Debout pour l'école!*, constitué de toute personne qui a à cœur l'éducation au Québec, une centaine de personnes ont participé à l'écriture de l'ouvrage *Une autre école est possible et nécessaire* au cours des trois dernières années. En Outaouais, en plus de Mme Émery-Bruneau, Mylène Leroux, Judith Beaulieu et David Lefrançois sont les membres du collectif et du corps professoral du Département des sciences de l'éducation de l'UQO à avoir mis la main à la pâte.

Bien qu'il soit disponible depuis la semaine dernière en librairie, le lancement officiel, qui a eu lieu au pub Le British, à Aylmer, se voulait une façon de présenter l'ouvrage à ceux à qui il s'adresse en premier lieu, soit les travailleurs du milieu de l'éducation.

Enjeux

Le livre, qui compte quelque 480 pages sur 24 chapitres, explore plusieurs thèmes, enjeux et défis auxquels font face les travailleurs du domaine de l'éducation. Parmi ces thèmes, on compte la place de la culture à l'école, la question des compétences langagières, la question des lacunes et des défis dans la formation des enseignants et des enseignantes et la place qu'occupe la transmission des savoirs autochtones dans le système d'éducation québécois, entre autres.

Chacun des chapitres documente l'état actuel de l'enjeu dans le milieu de l'éducation, puis propose des pistes de solutions pour chacun de ces problèmes qui peuvent nourrir une large réflexion sociale. «Il y a une espèce de petite critique du système d'éducation aujourd'hui dans le livre, que ce soit par les différents intervenants, soit que c'est un thème. [...] Parce que l'éducation, ça concerne tout le monde.»

Il était aussi important, selon Mme Émery-Bruneau, que le livre *Une autre école est possible et nécessaire* soit accessible au grand public. «En d'autres mots, ce n'est pas du jargonage», explique-t-elle.

« *Il était temps qu'on se mette tous ensemble, avec le collectif, avec d'autres gens, qu'on se mobilise pour qu'il y ait des changements importants pour l'école publique, parce qu'on est dus. Cette école-là, elle est en grande souffrance.* »

— Suzanne Tremblay, présidente du Syndicat de l'enseignement de l'Outaouais

Un réel impact

Mme Émery-Bruneau et ses collègues espèrent surtout que cet ouvrage trouvera des échos importants au sein du gouvernement du Québec et du ministère de l'Éducation, pour éventuellement déclencher des «états généraux sur l'éducation». «Un gouvernement qui représente son peuple, un gouvernement qui a été élu est un gouvernement qui, normalement, devrait être à l'écoute de ses citoyens et à l'écoute des demandes de la société.»

Pour Suzanne Tremblay, présidente du Syndicat de l'enseignement de l'Outaouais, c'est le meilleur moment pour arriver avec un tel projet d'ouvrage. «Il était temps qu'on se mette tous ensemble, avec le collectif, avec d'autres gens, qu'on se mobilise pour qu'il y ait des changements importants pour l'école publique, parce qu'on est dus. Cette école-là, elle est en grande souffrance», a-t-elle indiqué au *Droit*, quelques minutes avant son discours devant la centaine de gens présents au pub Le British. «Il faut que les décideurs bougent. [...] C'est un ouvrage qui va amener un grand espoir, un nouveau souffle. Je pense qu'à ce stade-ci on peut le comparer à un rapport important qui peut et qui doit amener à des réflexions importantes.»

L'UQO lance également sa campagne des diplômés

Au même moment, la Fondation de l'UQO (FUQO) a également lancé mercredi sa campagne des diplômés qui vise à amasser des fonds pour sa campagne majeure «Voir Grand Ensemble».

Les quelque 20 000 diplômés des cohortes 2010 à 2022 seront invités à donner en appui à leur programme d'étude, au programme de bourses ou encore à l'une des grandes cibles d'investissements de la Fondation de l'UQO.

En plus de la sollicitation téléphonique pour les cohortes 2010 à 2022, la Fondation met en place une sollicitation personnalisée grâce à des ambassadeurs diplômés pour les cohortes de 1980 à 2010. «Si chaque diplômé de l'UQO donnait 100 dollars à cette campagne, imaginez l'impact que cela pourrait avoir dans la vie des étudiants, la relève de demain!», a déclaré Pierre Samson, récipiendaire du prix Grand diplômé volet carrière 2019 du Grand rendez-vous de l'UQO, homme d'affaires gatinois et ambassadeur du cabinet de la campagne majeure de la FUQO. «Plus de 200 000 dollars pourraient réduire le fardeau financier des étudiants! C'est non négligeable!»

ACTUALITÉS

La Fédération des cégeps voit venir une « crise sociale »

MARCO BÉLAIR-CIRINO
À QUÉBEC
LE DEVOIR

L'Assemblée nationale condamnera des milliers d'étudiants à l'échec sur fond de « crise sociale » si elle adopte le projet de loi 96 dans sa forme actuelle, met en garde le président de la Fédération des cégeps, Bernard Tremblay.

Il s'inquiète particulièrement des contrecoups de l'obligation de suivre « un minimum de trois cours donnés en français » imposée aux étudiants inscrits dans un cégep anglophone, qui figure dans la version amendée du projet de Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français. « Il y a des milliers d'étudiants qui seront dans l'incapacité d'être diplômés », déclare M. Tremblay dans un entretien avec *Le Devoir* mercredi.

Plus de 35 % des quelque 29 000 étudiants inscrits dans les cégeps anglophones ont une connaissance insuffisante de la langue française pour suivre des cours en français, souligne-t-il, données statistiques à l'appui.

La proportion d'étudiants ayant une connaissance insuffisante du français varie d'un programme à l'autre : 57,4 % en Techniques en soins infirmiers, ou 85,9 % en Techniques d'éducation à l'enfance, par exemple.

Le projet de loi 96 a récemment été amendé sous l'impulsion du Parti libéral du Québec afin de contraindre tous les étudiants inscrits dans un programme d'études conduisant au diplôme d'études collégiales (DEC) dans un cégep an-

glophone, y compris ceux déclarés admissibles à l'enseignement en anglais à l'école primaire et secondaire, de suivre au moins trois cours en français autres que des cours de français, langue seconde ou des cours d'éducation physique. « Cet amendement-là a un effet catastrophique et, de toute évidence, un effet discriminatoire », souligne M. Tremblay, qui porte la voix des 48 collèges publics, dont 5 collèges anglophones, du Québec.

« L'impact [sera] majeur pour les étudiants qui ont été scolarisés en anglais au Québec et qui poursuivent leur parcours dans un cégep anglophone », poursuit-il, avant de demander : « Comment la communauté anglophone peut-elle accepter que l'on condamne de jeunes Québécois anglophones, qui ont le droit, en vertu des lois du Canada, de suivre des cours en anglais ? Comment peut-on faire en sorte que ces jeunes-là vont se retrouver dans une situation d'échec ? »

Le président de la Fédération des cégeps s'« insurge » contre l'« absence de sensibilité » des députés de l'Assemblée nationale — qui ne sont pas des spécialistes du régime d'études collégiales, relève-t-il — appuyant cette « fausse solution au problème de vitalité du français » retenue par l'auteur du projet de loi 96, Simon Jolin-Barrette, après discussion avec le PLQ. « On fait ça sous prétexte qu'on veut se donner bonne figure, donner l'impression qu'on règle le problème du français. Alors, on condamne des étudiants à l'échec. On ne peut pas se taire », lance-t-il au cours d'une entrevue téléphonique.

Appel à la patience

Bernard Tremblay presse les membres de la Commission de la culture et de l'éducation, qui examinent actuellement le projet de loi renforçant la Charte de la langue française, d'en retirer l'obligation pesant sur les étudiants des collèges anglophones de suivre trois cours en français, ou à tout le moins d'en « différer » l'entrée en vigueur afin de prendre la juste mesure de tous ses impacts, y compris sur le personnel enseignant du réseau collégial. « Prenons le temps de faire l'analyse. Peut-être que l'on constatera que la disposition est inapplicable. Si on s'est trompé, on n'aura pas mis des milliers d'étudiants en situation d'échec », souligne-t-il.

Le projet de loi 96 « va véritablement changer le visage de l'enseignement au niveau collégial », selon le ministre responsable de la Langue française, Simon Jolin-Barrette.

L'élu caquiste compte également imposer une épreuve uniforme de français aux étudiants du réseau collégial anglophone, sauf à ceux étant déclarés admissibles à l'enseignement en anglais à l'école primaire et secondaire, en plus de



plafonner le nombre places dans les cégeps anglophones. Il s'est toutefois refusé à appliquer la loi 101 aux cégeps, au regret notamment du Parti québécois.

« Le problème n'est pas du côté du collégial. Le problème du français, surtout à Montréal, est dans : l'anglais, langue du travail ; l'anglais, langue d'affichage ; l'anglais, langue de l'administration. Il est un peu partout », fait valoir Bernard Tremblay.

POSSIBLES COUPS DE FEU À AHUNTSIC

DEUX AMIS DE THOMAS TRUDEL POURRAIENT AVOIR ÉTÉ VISÉS

MAYSSA FERAH
LA PRESSE

Deux amis de Thomas Trudel, ce jeune de 16 ans abattu par balles en novembre dernier, se trouvaient à l'endroit où des coups de feu auraient été entendus mardi soir dans le quartier Ahuntsic, à Montréal.

Les deux jeunes de 17 ans étaient sur place quand des détonations s'apparentant à des coups de feu ont été entendues à l'intersection du boulevard Gouin Est et de la rue de Lille, en bordure du parc-nature de l'Île-de-la-Visitation.

On ignore pour le moment si les adolescents, présents le soir du

meurtre de Thomas Trudel, étaient ciblés.

Deux suspects auraient pris la fuite à pied mardi peu après les faits, survenus aux alentours de 18 h. Les policiers n'ont toutefois localisé aucune victime et aucun suspect, avait précisé l'agente Caroline Chèvrefils.

« Des douilles ont été retrouvées au sol, mais ce n'est pas encore déterminé s'ils proviennent d'une véritable arme à feu », a indiqué la porte-parole du Service de police de la Ville de Montréal.

Thomas Trudel, dont le meurtre a choqué la province, aurait été abattu au hasard, victime d'un phénomène appelé *scoring*, avait révélé *La Presse* en novembre dernier.

Les jeunes dans l'entourage de la victime avaient mentionné une rivalité entre deux écoles secondaires de Saint-Michel et Saint-Léonard.

— Avec la collaboration de Daniel Renaud, *La Presse*

La majorité des classes de la région suffisamment ventilées

KATHERINE BOULIANNE

Le Quotidien

La majorité des établissements scolaires de la région seraient suffisamment ventilés, selon les résultats préliminaires obtenus grâce aux lecteurs de CO2 installés dans les différentes écoles du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Selon les données recueillies par les quatre Centres de services scolaires (CSS) de la région, 1713 des 2435 classes évaluées respecteraient une concentration quotidienne moyenne de 1000 particules par million (ppm), en concordance avec les normes établies par le ministère de l'Éducation.

Environ 550 locaux indiqueraient quant à eux une concentration moyenne variant de 1000 ppm à 1500 ppm, un niveau jugé adéquat, selon le *Règlement sur la santé et la sécurité du travail*.

Des travaux d'amélioration pourraient tout de même être réalisés à certains endroits, advenant le cas où les protocoles en place ne suffiraient pas à optimiser la qualité de l'air des locaux plus problématiques. Ce pourrait être le cas par exemple au Centre de services scolaire du Pays-des-Bleuets, où 23 classes indiqueraient une concentration moyenne supérieure à 2000 ppm.

« Nous effectuons des suivis dans les classes dont les concentrations moyennes sont supérieures à 2000 ppm. C'est toutefois au fil des semaines que la situation va se préciser », mentionne la conseillère en communications du CSS, Marie-Ève Bernard, au Quotidien.

Le public pourra suivre l'évolution des données recueillies par les lecteurs de CO2 dans les différents établissements de la région, alors que les quatre CSS sur le territoire publieront hebdomadairement l'ensemble des résultats via la page Web de leur organisation. Une opération qui pourrait se poursuivre encore quelque temps.

« Cette démarche de collaboration avec des experts indépendants en ventilation et en qualité de l'air intérieur vise à maintenir des milieux scolaires bien ventilés à long terme, bien au-delà de la pandémie de la COVID-19 », assure le service des communications du CSS du Lac-Saint-Jean, dans un document transmis aux parents.

Selon le *Règlement sur la santé et la sécurité du travail*, une personne peut être exposée à un maximum de 5000 ppm par jour en milieu de travail, pour un maximum de huit heures.

La réalité virtuelle pour combattre la violence amoureuse

MARIE-ÈVE MARTEL

La Voix de l'Est

La violence, comme l'amour, peut nous happer à tout âge. Pire, le mélange des deux peut devenir un cocktail explosif. Afin de les amener à détecter les symptômes de la violence amoureuse, près d'une vingtaine de groupes d'étudiants de quatrième et de cinquième secondaire fréquentant l'École secondaire Massey-Vanier vivront le mois prochain une expérience virtuelle immersive.

Si l'initiative vous semble familière, vous n'avez pas la berlue. De janvier à mars, le projet XOX (qui signifie bec, câlin et re-bec) a été présenté aux élèves de quatrième secondaire de Granby et de Waterloo grâce à un partenariat entre la maison Alice Desmarais et le Service de police de Granby. Il s'agit de la nouvelle mouture du projet Les couloirs de la violence amoureuse, qui, en raison de son caractère virtuel, se rend aux élèves, qui n'ont plus à sortir de leur école pour prendre part à l'activité.

Cette fois-ci, la présentation de cette expérience virtuelle et interactive est le fruit d'une alliance entre l'École secondaire Massey-Vanier de Cowansville et l'organisme Horizon pour Elle, qui opère une maison d'hébergement pour femmes en difficulté à Cowansville.

« L'organisme Horizon pour Elle nous fait vraiment une belle proposition... On peut difficilement demander mieux! », a lancé le directeur adjoint (4e-5e secondaire) de l'établissement scolaire, Philippe Conn.

« C'est une expérience qu'on juge très importante à offrir aux élèves, poursuit le gestionnaire, surtout à la fin de leur parcours scolaire. Malheureusement, en raison de la pandémie, certains élèves n'ont pas eu l'activité l'an dernier, alors on a demandé à Horizon pour Elle si c'était possible d'offrir l'atelier aux élèves qui finissent leur secondaire cette année et qui n'ont pas pu l'avoir quand ils étaient en quatrième secondaire. »

La coordonnatrice de l'OBNL, Cathie Sombret, espère pour sa part que cet atelier de sensibilisation amènera les adolescents, aussi bien les garçons que les filles, à être plus

vigilants et à reconnaître les signes avant-coureurs d'une relation toxique.

« La violence amoureuse est insidieuse. Elle apparaît très tôt dans les relations et c'est pourquoi nous avons voulu rendre disponible le programme Projet XOX. »

— Cathie Sombret

Un phénomène préoccupant

Ainsi, une intervenante de l'organisme et un policier iront à la rencontre des élèves afin de leur faire vivre une immersion hors du commun.

À l'aide d'une tablette électronique et d'un casque d'écoute, chaque élève est confronté à un cas type de violence amoureuse et doit, à la manière d'un jeu de rôle, indiquer comment il réagirait face à une telle situation.

« Les élèves seront confrontés à différents scénarios et pourront suivre l'histoire en fonction de leur réaction », détaille Nathalie, une des intervenantes d'Horizon pour Elle qui effectuera la tournée des classes.

Ce faisant, des adolescents pourraient reconnaître certains éléments qui les touchent, eux ou des proches, et comprendre qu'il s'agit de signes de violence.

« Dans les faits, on n'a pas remarqué de recrudescence de la violence amoureuse chez nos élèves, mais on sait que celle-ci prend de nouvelles formes au fil du temps, comme le partage de photos intimes, explique M. Conn. C'est un phénomène qui nous préoccupe, comme éducateurs, et qu'on observe même au premier cycle du secondaire. »

Le directeur relate d'ailleurs un cas où une psychoéducatrice et un intervenant ont dû rencontrer deux adolescents après qu'un élève ait partagé des photos intimes d'une autre adolescente. Un processus de justice alternative a d'ailleurs été mis en place pour faire comprendre aux jeunes la gravité du geste et ses possibles conséquences.

Briser le cycle de la violence

En plus d'expliquer et d'illustrer les différentes formes de violence, qu'elle soit sexuelle, psychologique ou physique, mais aussi les étapes de son cycle, cet atelier interactif apprendra à son jeune public les conséquences de la violence amoureuse, aussi bien sur les victimes que sur les agresseurs.

Il détaillera aussi le déroulement d'une enquête et le processus judiciaire subséquents à la dénonciation et proposera une kyrielle de ressources à la disposition de ceux et celles qui pourraient en avoir besoin.

«Le tout s'inscrit dans une démarche de prévention, souligne Nathalie. En expliquant ce qu'est la violence conjugale, les

jeunes réaliseront peut-être que c'est ce qu'ils vivent, ou que c'est ce que certains de leurs proches vivent. Et là, ils pourront peut-être intervenir pour y mettre fin ou pour aider.»

D'ailleurs, au moment d'offrir l'atelier, le personnel et les intervenants de l'école se rendront disponibles pour accueillir des confidences, si certains élèves en ressentent le besoin.

«On sait que ça peut brasser des choses chez certains élèves. On veut leur faire comprendre qu'on prend tout ça au sérieux et qu'ils peuvent venir nous voir», souligne M. Conn.

L'école secondaire Jean-Jacques-Bertrand de Farnham a aussi été approchée par l'organisme afin d'offrir l'activité à ses élèves.

Un nouveau programme offert au CNCEC

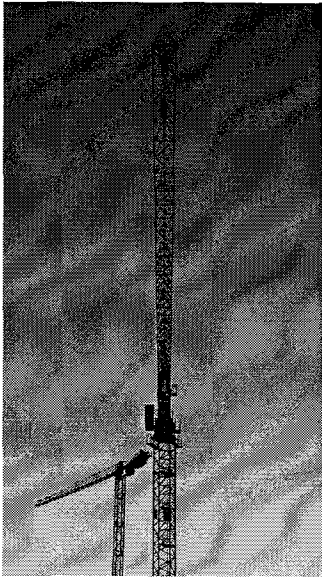


Photo : Nicolas Beuret - Unsplash

La formation professionnelle des Navigateurs offrira dès la prochaine année scolaire le diplôme d'études professionnelles (DEP) en Conduite de grues, au Centre national de conduite d'engins de chantier (CNCEC) de Saint-Jean-Chrysostome.

La formation en Conduite de grues «utilisera des technologies d'avant-garde» et sera offerte aux apprenties grutières et apprentis grutiers en provenance de partout au Québec. Actuellement, ce DEP n'est offert que dans un seul centre de formation professionnel québécois.

La nouvelle formation offerte au CNCEC misera également sur une organisation scolaire différente, avec débuts et fins d'études variables. Avec ce choix, la formation professionnelle des Navigateurs veut notamment permettre aux futurs élèves «d'obtenir un service de formation structuré, respectant un rythme et des stratégies de performance optimisés pour le développement des compétences».

New school calendar includes a fall break for students

By Matthew McCully
Local Journalism Initiative

Four planning days (Nov. 15-18) were built into the Eastern Townships School Board (ETSB) calendar for the youth sector's upcoming school year. According to the board, the four-day stretch will offer students a break in the fall and offer professional development opportunities for staff at the ETSB.

"While we have traditionally had a spring break, this is a new initiative to also have a fall break where both teachers and students have a chance to catch their breath after the early part of the school year, and before the rush towards Christmas," explained ETSB chair Michael Murray at Tuesday night's council of commissioners meeting. Assistant Director General Kandy Mackey went on to mention some of the pedagogical advantages of a fall break.

During question period, one parent asked if it would in fact be a break for everyone.

"If the ETSB allows HSAs (Handicapped Student Attendant) to be daycare technicians, my question is concerning the fall break," the parent said. "How are we going to ensure that HSAs have access to training during that fall break if they are wearing two hats?" she asked, also wondering if daycare would be provided. "If the point is to give a break and to do training, then we need to ensure that those people have access to the training."

Chairman Murray said the board is actively grappling with that very issue, and the broader issue of training of HSAs and SETs (Special Education

Technician) to function in their particular roles, some of which require specialized training.

"I can't answer in any particular detail, but we are certainly focused on that issue," Murray said.

As to whether daycare will be provided, Murray said that answer lies with the governing boards of schools. "We will encourage governing boards to provide daycare during that break, but it is strictly up to each school."

The parent replied that given the option, she would rather keep her (special needs) child at home if it ensured additional training for HSAs.

"We may in fact be looking to parents to give us an indication on that kind of preference," Murray said, through the central parents' committee, or the special education advisory committee.

Appalachian Teachers' Association President framed her questions at Tuesday evening's meeting around a recent public health survey on the mental health of youth aged 12-25 in the Estrie region. Murray explained that the results had been presented to administrators and the parents' committee, but the council of commissioners had yet to hear the presentation.

Seline offered to share the highlights from the survey, but Murray said it would be preferable to wait for the council to hear the presentation as a whole.

Seline also asked that if the solutions proposed in the report could be added to the student advisory committee agenda. Murray said the board would consider it.

In brief, the report, produced by the faculty of medicine and health sciences

of the University of Sherbrooke by CIUSSS de l'Estrie-CHUS Dr. Mélissa Généreux, had as objectives to identify challenges faced by 12-25-year-olds, look at the impact of the pandemic on different aspects of their lives, and discuss measures for recovery within the educational and community sector.

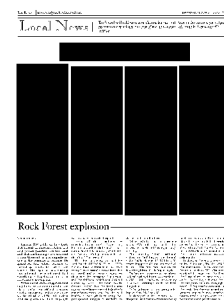
The study, compiling data from January of 2020, 2021 and 2022, covering four regions of Quebec including the Estrie, raised red flags about the mental health of local youth.

According to the study, at least 50 per cent of youth aged 16 and over present symptoms of anxiety and moderate to severe depression. Non-binary students (one out of 50 do not identify as a boy or a girl) are particularly vulnerable, with 78 per cent presenting symptoms of anxiety and depression, compared to cisgender students (56 per cent for girls and 25 per cent for boys).

One in four students polled thought they could be better off dead, or have thought of self-harming, a phenomenon that has increased in the last year, and more so for cegep students.

The study also suggests only a third of students has a moderate to high level of optimism about life in general.

Giving students a voice, re-establishing extra-curricular activities and providing a sense of predictability



were some of the proposed solutions listed that could enforce optimism and give students a sense of belonging.

ETSB supports Ukraine

During Tuesday's meeting the board passed a resolution saying the ETSB was ready to welcome Ukrainian refugees into its schools and centres, effective immediately. The resolution, similar to those adopted by several other boards, highlights that English-language school boards are equipped to take in students and teach both French and English, and the charter of the French language has a clause allowing admission to the English school system on humanitarian grounds.

Nine new electric busses

The board will add nine new electric busses to its fleet in the coming year. After government subsidies, the cost of the new busses will come in just under \$2 million.

According to commissioner Gary Holiday, the provincial government has given a five-year window to transition to a fully electric fleet. The plan will inevitably involve new charging

stations for the busses. Because of the size of the batteries, the days of busses being parked overnight at the homes of drivers will soon be over. The power grid of a home does not have the capacity to charge a bus battery.

Waterloo still under the microscope

A handful of Grade 6 students from Waterloo Elementary attended Tuesday night's meeting to raise concerns bearing a striking similarity to those raised in previous meetings by parents.

One WES parent also referred to an incident last week when police were called to the school, and her child was questioned without her being present.

Chairman Murray said when police are called, the intervention falls under their jurisdiction, so parents should direct any complaints to police services.

Regarding other issues at WES, Murray reiterated that the board takes all questions seriously, and added that extra resources have been provided to the school in an effort to create a safe and positive learning environment.

Public memorial service Friday for murdered teen

JOHN MEAGHER

A memorial service to honour Lucas Gaudet will take place this Friday evening at the Pierrefonds Sportplexe.

Gaudet, a 16-year-old student from John Rennie High School in Pointe-Claire, was murdered last month after he was stabbed during a violent altercation involving students from three West Island high schools.

An urn containing Gaudet's ashes will be placed on a table on Rink 4 so that friends and family can pay their final respects from 6:15 to 8 p.m. Semi-formal attire is requested.

Lucas's mother, Lynne Baudouy, said the family wanted to hold a red carpet ceremony at centre ice because Lucas loved hockey so much. Many of his Pierrefonds (U18-AA) and Lac St. Louis hockey teammates are expected to be on hand.

"I think Lucas would have wanted it this way," she said. "The rink was like his second home."

Baudouy hopes Friday's service will be a celebration of Lucas's life.

"I would like it to be," she said. "The people who knew him were the blessed ones, because we got to

know Lucas. He was the boy next door, a total jock and happy-go-lucky. He lived life to the fullest. It's just so heartbreaking.

"It never should have happened in the first place," she added. "If they had done something three years ago at the beginning when they knew about this, we wouldn't be here talking."

Gaudet was stabbed Feb. 8 near St. Thomas and died two days later. His murder has shaken the West Island community.

Two weeks ago, hundreds of people took part in a community candlelight vigil walk from John Rennie High School to nearby St. Thomas High School in Pointe-Claire.

Baudouy said she is appreciative of the community support shown her family since last month's tragic events. A Gofundme page has raised more than \$35,000 for the Gaudet family.

"It's been incredible," she said. "There are no words to describe the support and how I feel toward the whole, entire community."

She hopes her son's death will not be in vain and that his murder will hopefully spur an end to youth violence in Montreal.

"I really think it will be Lucas who sparks that change because everyone has been so affected by it in the community."

Baudouy recently spoke to the other youth who was stabbed during the altercation. "He's doing better," she said. "He's physically OK but mentally I don't know."

A 16-year-old youth has been charged with second-degree murder in connection with Gaudet's death, and the attempted murder of the second youth.

Baudouy has forgiven the youth who allegedly killed her son, but she also believes her son's death was preventable. Now her grief-stricken family will try to carry on for Lucas.

"The hole will always be there, we'll just learn to live with it," she said.

Sadly for the family, there will be a police presence at Friday's ceremony, although Baudouy doesn't anticipate any problems.

"There will be police surveillance but I won't let (anyone) rent head space in my mind," she said.

Lucas is also survived by his father, Guy Gaudet, his older brother Skyler and his two younger siblings Tristan and Angèle, his surviving grandmother, Grace Gaudet, and surviving grandfather, Yves Baudouy.

The Pierrefonds Sportplexe is located at 14700 Pierrefonds Blvd. jmeagher@postmedia.com



Une nouvelle firme d'architecture derrière la reconstruction de Mont-Bleu

DANIEL LEBLANC

Le Droit

Le Centre de services scolaire des Portages-de-l'Outaouais (CSSPO) vient d'octroyer un contrat à une nouvelle firme d'architectes pour la reconstruction de l'école secondaire Mont-Bleu, deux mois après avoir été contraint de façon inattendue de relancer l'appel d'offres pour ces services professionnels parce que la compagnie précédente a contrevenu à la Loi sur les contrats des organismes publics.

Alors que le chantier est complété à environ 65%, l'organisation a nommé la firme gatinoise Lapalme Rheault Architectes et Associés pour poursuivre le projet de rénovation de l'établissement lourdement endommagé par un incendie en septembre 2018 lors du passage de la tornade de force EF3 qui a frappé Ottawa et Gatineau.

En fonction du décret en vigueur, les honoraires professionnels pour la nouvelle firme seront payables au prorata du contrat accordé à l'entreprise précédente (Mercier Pfalzgraf Architectes inc), précise le CSSPO.

Le nouvel appel d'offres, publié à la fin janvier, se terminait le 21 février dernier.

«Le comité de sélection a accordé le contrat à Lapalme Rheault Architectes et Associées, basé sur la qualité. La firme prendra connaissance du dossier et une rencontre de planification aura lieu avec le CSSPO prochainement», indique-t-on.

L'entreprise est derrière de nombreux projets dans la région, dont la future Maison des aînés (secteur Hull), le Centre aquatique Paul-Pelletier, deux casernes de pompiers de Gatineau et quelques établissements scolaires dont l'école du Grand-Héron et l'école secondaire du Versant.

Janvier 2023?

Alors qu'avant ce nouveau rebondissement, la dernière visée était janvier 2023 pour la réouverture de l'école et le rapatriement des quelque 1700 élèves logés temporairement au Centre Asticou, le CSSPO indique qu'il est prématuré de confirmer si cet échéancier tient toujours la route.

Il y a quelques semaines, la directrice générale Nadine Peterson disait ignorer quel impact aurait ce nouveau chapitre sur les délais dans cette saga de la reconstruction de l'édifice du boulevard de la Cité-des-Jeunes.

«On va regarder où on en sera rendus dans l'année scolaire, la faisabilité. Mais on garde espoir que ce sera dans la même année scolaire (2022-2023). Dans le cas des écoles du Grand-Héron et de la Nouvelle-Ère, on a réussi à emménager en décembre, dans un moment inhabituel, et ça s'est super bien passé. [...] Les travaux peuvent continuer, sauf que quand on aura une nouvelle firme, elle va devoir analyser et refaire certains travaux. Ça va ajouter certains délais, oui, mais difficile de dire combien de temps. Est-ce que ce sera cinq jours? Huit semaines? Quatre mois? Ça va dépendre de la compagnie», avait-elle dit.

Poursuite?

Rappelons que le CSSPO a dû écarter l'ancienne firme d'architectes de ce dossier à la mi-janvier après que l'Autorité des marchés publics (AMP) l'ait avisé que la firme Mercier Pfalzgraf Architectes Inc a omis de maintenir son autorisation de contracter, comme l'exige la loi, pendant toute l'exécution du contrat.

Dans les heures suivantes, l'organisation avait précisé qu'elle n'excluait pas la possibilité d'entamer une poursuite, compte tenu «qu'il s'agit de fonds publics et qu'il s'agit d'un projet très exposé auprès de la population».

La Fondation Sunny étendra son programme à l'année

SÉBASTIEN LACROIX

Le Nouvelliste

Les jeunes de 5 à 17 ans qui voudront s'impliquer auprès des aînés pourront le faire à l'année. C'est ce que vise la Fondation Sunny qui a lancé sa période de recrutement en Mauricie et au Centre-du-Québec pour faire du bénévolat dans les 27 CHSLD de la région.

Comme à l'habitude, le programme Sunny Action commencera au mois de juin avec la fin des classes, mais il se poursuivra cette année pendant douze mois. «Avant ça, on était seulement en période estivale, mais on s'est fait faire un sondage par l'UQTR et les jeunes ont mentionné qu'ils voulaient le faire de soir, de fin de semaine et durant les journées de congé», précise le président directeur général de la Fondation Sunny, Alain Desbiens.

Le recrutement qui a été lancé à la mi-mars se poursuivra jusqu'à la fin des classes, alors que la Fondation ira dans les écoles et fera plusieurs actions pour tenter de rejoindre le plus de jeunes possible.

Chaque jeune qui s'inscrit au programme doit indiquer ses forces, ses talents et ses intérêts et sera ainsi choisi pour différentes activités qui sont inscrites dans la programmation.

Le programme Sunny Action, qui vise les 12-17 ans implique une interaction direct avec les aînés, alors que les jeunes visitent les CHSLD et participent à différentes activités comme du bingo, du coloriage et du bricolage, des ateliers de cuisine, des lectures d'histoires et de contes, de la danse ou des activités physiques ou des marches à l'extérieur. Il est aussi possible de participer à une activité intergénérationnelle.

Il y a aussi le programme «Pour garder les liens, de loin!» qui implique les Sunny juniors (5-11 ans) et les Sunny (12-17 ans). Les participants sont invités à envoyer des dessins, des photos et des vidéos sur une plateforme Web de créations pour les aînés. Ce peut être un coloriage, une chanson, un spectacle de musique, de danse, de marionnette, un poème, un message de soutien, une histoire, etc.

Les jeunes qui s'inscrivent au programme des Sunny doivent s'engager à faire trois heures de bénévolat par semaine auprès des aînés, mais les jeunes sont souvent motivés à en faire plus. «On sait qu'ils sont là bien plus qu'on leur demande. Si on regarde l'été passé, on a une jeune qui a fait 118 heures en moins d'un mois. L'été, les jeunes, le faisaient en moyenne une soixantaine d'heures en deux mois», indique Alain Desbiens.

En plus d'embellir le quotidien des aînés et de briser leur isolement, le programme permet aux jeunes de développer de nouvelles compétences, comme la confiance, l'autonomie et leur leadership. Le programme a même un impact dans la communauté, puisque plusieurs anciens Sunny ont décidé de faire carrière dans le milieu de la santé après avoir vécu des expériences au sein de la Fondation.

«C'est apprécié par les aînés, mais c'est aussi un plus pour les employés. Il y a des jeunes qui sont dans les CHSLD avec leurs sourires et qui mettent de la vie. Quand ils ont des dessins des jeunes qui décoorent, c'est sûr que ça fait de la vie dans le CHSLD pour tout le monde, indique Alain Desbiens. Les aînés en ont vraiment besoin cette année.»

Le mouvement pourrait d'ailleurs prendre de l'ampleur, puisque des ententes sont sur le point d'être signées avec des établissements de la région de Montréal, mais également de la Capitale-Nationale, de l'Outaouais, de l'Estrie et du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

«Il y en a certains que c'est la première année. On avait beaucoup d'ententes qui étaient signées en 2019, mais quand la pandémie est arrivée, on a laissé tomber. On voit que ces gens-là rembarquent. On a plusieurs rencontres en Zoom. On signe des ententes jusqu'au 14 avril, soit la date d'anniversaire de Sunny, raconte le président directeur général. Les CIUSSS répondent bien, ils veulent le programme, mais il reste juste à recruter nos jeunes. Dès qu'on signe l'entente, on lance le recrutement.»

ÉCOLE SECONDAIRE RIVE-NORD

DES ÉLÈVES **ENGAGÉS** POUR LA LUTTE AUX INÉGALITÉS

 **Antoine Meunier**
ameunier@groupejcl.ca

L'école secondaire Rive-Nord de Bois-des-Filions a annoncé le 8 mars, la création du projet « Ici, on change les règles ». L'initiative du président et de la vice-présidente du conseil des élèves, William Lemieux et Maxim Fournier, permettrait d'offrir aux jeunes étudiantes de leur école des produits menstruels gratuitement afin de lutter contre les inégalités.

UN PROJET INNOVATEUR

L'idée fut d'abord lancée lors d'une campagne pour l'élection à la présidence de William et Maxim. Ayant la volonté d'accomplir tous les projets de leur plateforme électorale, le duo s'est engagé à aller au terme de leurs promesses. Le projet « Ici, on change les règles » est alors créé afin de lutter pour les inégalités. Le concept élaboré par les deux jeunes étudiant de l'école secondaire Rive-Nord est simple : offrir gratuitement des produits menstruels aux étudiantes.

C'est ainsi que William et Maxim ont proposé l'idée de la machine distributrice qui fut immédiatement bien reçue et encouragée par la direction. Après quelques mois de recherche, le projet vient à terme et le montant nécessaire est estimé à 4800\$. Présentement, une somme de 2500\$ demeure à amasser, mais une généreuse contribution de plusieurs donateurs a permis d'amasser plusieurs fonds.

La députée fédérale de Thérèse-De Blainville, Louise Chabot, ainsi que le

député provincial de Blainville, Mario Laframboise, ont offert un montant de 250\$ chacun. Puis l'école secondaire Rive-Nord qui a contribué avec un montant de 1800\$ pour l'achat de cette première machine. Le financement nécessaire pour commander leur première unité est d'ailleurs un défi majeur auquel les jeunes étudiants ont dû faire face.

UNE MACHINE DISTRIBUTRICE DE PRODUITS MENSTRUELS

La machine de marque CONTURA fut achetée chez la compagnie LALEMA qui se spécialise dans la vente de produits d'hygiène. Elle contient deux compartiments. L'un est destiné aux tampons (pour un total de 30 à la fois) et l'autre aux serviettes sanitaires (pour un total de 25 à la fois). Le total pour chaque commande de produits menstruels est estimé à 562,97\$ par livraison, ce qui fait en sorte que les élèves font appel au public afin de recevoir des dons pour assurer la pérennité du projet.

Pour la directrice d'école secondaire Rive-Nord, Nancy Bérubé, c'est un plaisir d'encourager l'initiative de ses élèves : « On est extrêmement choyé d'avoir des élèves engagés dans leur communauté de la sorte. Heureusement, ils sont encore avec nous l'an prochain et nous allons les encourager afin que leur ambition se concrétise ».

Si vous désirez contribuer au projet, tous les dons sont appréciés et vous pouvez contacter directement l'école au numéro suivant : (450)621-3686 poste 5661.

Des jeunes du secondaire reconnectent avec le théâtre

Des classes de plusieurs écoles secondaires de Montréal participeront au projet Matinée scolaire où les élèves sont invités à assister gratuitement à une pièce de théâtre et à discuter avec des professionnels du milieu après la pièce.

Katrine Desautels

kdesautels@metromedia.ca

Matinée scolaire est une collaboration entre le Théâtre Jean-Duceppe et Énergir. Cette initiative a été créée en 2008, mais depuis deux ans aucun événement n'a lieu en raison de la pandémie. Le 23 mars, une dizaine d'écoles participeront à l'activité culturelle, dont l'école secondaire Monseigneur-Richard, située à Verdun. Les élèves assisteront à la pièce *Au sommet de la montagne* de Katori Hall mettant en scène Didier Lucien et Sharon James. Dans sa pièce, Katori Hall imagine la nuit qui a précédé l'assassinat du militant emblématique Martin Luther King. On y aborde les thèmes de la cause sociale, du militantisme et des droits civiques.

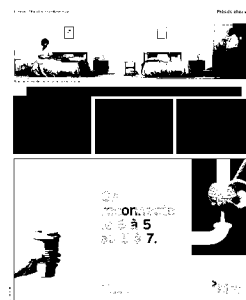
Le synopsis parle de Martin Luther King Jr. qui vient de terminer l'un de ses discours célèbres, *I've Been to the Mountaintop*. Il se retire dans sa chambre d'hôtel où il tente d'écrire sa prochaine allocution. En se commandant

un café au service aux chambres, il fera la rencontre de Camae, une femme qui l'amènera à confronter son passé ainsi que l'avenir de son peuple.

Après la pièce, les jeunes pourront discuter avec les codirecteurs artistiques, Jean-Simon Traversy et David Laurin ainsi qu'avec la directrice générale du Théâtre Jean-Duceppe, Amélie Duceppe.

Le but de ce projet est de soutenir le milieu de la culture et des arts ainsi qu'encourager la persévérance scolaire. Matinée scolaire donne l'occasion à des jeunes qui n'ont peut-être jamais vu de théâtre d'assister à une pièce professionnelle.

Préalablement à leur sortie scolaire, les élèves découvriront en classe le contexte sociohistorique dans lequel la pièce *Au sommet de la montagne* a lieu. De plus, cette activité permettra aux élèves d'en apprendre plus sur les métiers reliés au théâtre. **M**



Les abords de 26 nouvelles écoles seront sécurisés en 2022

La mairesse de Montréal, Valérie Plante, a annoncé que 26 nouveaux établissements seraient sécurisés en 2022 dans le cadre du Programme de sécurisation aux abords des écoles.

L'annonce a été faite le 10 mars, à l'école Saint-Barthélemy, dans Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension, en compagnie de la mairesse de l'arrondissement, Laurence Lavigne-Lalonde, et de la responsable du transport et de la mobilité au comité exécutif, Sophie Mauzerolle. L'école primaire est l'un des établissements visés par l'annonce.

«Chaque projet de sécurisation est différent. On se base sur les besoins du milieu, a expliqué Mme Plante. Une école, c'est un milieu de vie [où les enfants se rendent en marchant ou à bicyclette]. Nous allons nous assurer que pour tous les utilisateurs, ça soit plus sécuritaire et plus agréable. Pour nous, sécuriser des écoles, c'est sécuriser des milieux de vie au grand complet.»

Si les modalités ne sont pas encore détaillées, elles pourraient concerner l'ajout d'afficheurs de vitesse, de dos-d'âne ou de saillies. Des éléments de verdure pourraient également être aménagés.

«Ce qui est extraordinaire avec ce programme, c'est qu'il est porté par les

arrondissements, a souligné Sophie Mauzerolle. Ce sont eux qui connaissent le mieux leurs milieux de vie et qui sont en contact avec la population et avec les équipes-écoles. Ce sont eux qui sont le mieux placés pour nous soumettre des projets», a-t-elle soutenu, en ajoutant que c'est la Ville-centre qui finance le tout.

La liste des 26 écoles visées par le programme n'a pour l'instant pas été dévoilée par l'administration Plante.

Rappelons qu'au cours de son premier mandat, l'administration Plante avait déboursé 25 M\$ pour la sécurisation aux abords des écoles. — Émile Bérubé-Lupien



La mairesse de Montréal, Valérie Plante, lors d'une annonce concernant le Programme de sécurisation aux abords des écoles.

Une vague de fraîcheur pour Fantastik'eau



Courtoisie - Une vague de fraîcheur pour Fantastik'eau

Par Mickael Couillerot, Journaliste

En cette Journée mondiale de l'eau, le C.I.EAU dévoile sa deuxième édition de la trousse Fantastik'eau ! avec du contenu multimédia qui fera plonger les écoles, les municipalités et le grand public dans l'univers fascinant de la ressource eau. Le slogan de ce beau programme : « J'aime l'eau, j'en prends soin ! »

La nouvelle version est disponible en ligne et accessible à tous ! Grâce à des partenaires comme le **ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH)**, la trousse Fantastik'eau ! est offerte gratuitement à toutes les écoles du Québec, et ce, en français et en anglais. La trousse est composée de :

- Deux mini-activités destinées aux jeunes du 1er cycle du primaire (6-7 ans)
- Deux missions principales destinées aux jeunes du 2e et 3e cycle du primaire (8-11 ans)
- Six missions extras destinées aux jeunes du primaire (6-11 ans)
- Huit capsules vidéo inspirées des missions destinées aux jeunes du primaire (6-11 ans)
- Le tout est accessible à tous gratuitement sur le site web du C.I.EAU.

Avec cette mise à jour, les élèves du primaire, les municipalités et le grand public pourront relever les défis liés aux missions scientifiques et seront captivés par leurs découvertes.

Pour dynamiser l'expérience, le C.I.EAU s'est tourné vers l'humoriste, animateur, vulgarisateur et Youtubeur Jérémie Larouche. Jérémie, désormais un personnage de la trousse, anime les huit capsules vidéo Fantastik'eau !

Chacune des capsules présente une mission à réaliser. Des quêtes spéciales, des expériences scientifiques et des jeux-questionnaires attendent les apprentis gestionnaires de l'eau dans les missions proposées. Le contenu vidéo, présenté avec une touche d'humour, véhicule le message d'utilisation responsable de l'eau et de protection de cette richesse. Jérémie, en se prêtant au jeu de Fantastik'eau !, accompagne les jeunes dans leur découverte de la ressource et les aidera à adopter des gestes aquaresponsables.

De nouveaux visages pour la bande Fantastik'eau !

L'édition bonifiée a donné naissance à de nouveaux personnages pour la trousse. Rencontrez la bande diversifiée de Fantastik'eau ! : Ondine, Walter et Océane Auclair qui accompagnent Jérémie dans son aventure aquatique. Les animaux attachants, Gaspilleau et Vasimoleau, sont aussi de la partie.

Du contenu pédagogique pertinent et ludique

Les enseignants trouveront aussi leur compte avec la nouvelle trousse pédagogique liée au Programme de formation de l'école québécoise. Chaque mission est abordée en détail et approfondie en classe avec des notions de science et technologie. Les principaux enseignements concernent l'économie d'eau potable, les comportements responsables et la provenance de la ressource. Un guide pédagogique est offert pour les mini-activités ainsi qu'un cahier de l'élève avec un corrigé pour suivre les développements des expériences. Les outils offerts aideront à accomplir les missions extras afin de consolider les apprentissages et de retenir les messages de la trousse.

Un outil incontournable pour les municipalités

Fantastik'eau ! bénéficie aussi aux villes qui gagnent à faire la promotion de cette trousse auprès des écoles et de leurs citoyens. Les municipalités qui diffusent la trousse sur leur territoire contribuent à répondre aux objectifs qui leur sont fixés dans le cadre de l'action 4,16 de la Stratégie québécoise d'économie d'eau potable.

De nouvelles activités pour les familles

Fantastik'eau ! sera aussi diffusé sur les ondes de **Télé-Québec** par l'entremise d'un segment vidéo destiné à la promotion des capsules. Tout le contenu vidéo deviendra d'ailleurs accessible via la plateforme SQUAT de Télé-Québec. Cette plateforme en ligne incite les jeunes à échanger sur leurs expériences avec les capsules et à approfondir les missions Fantastik'eau !. Le C.I.EAU espère que chaque jeune engagé sensibilisera sa famille et ses amis. La conscience environnementale des jeunes croît à vitesse grand V : la trousse Fantastik'eau ! revampée les incitera à devenir des citoyens responsables qui assureront l'avenir de la protection de l'eau.

Tout le contenu de la trousse est hébergé sur le site web du C.I.EAU dans la section Fantastik'eau !. Sur la page web, l'utilisateur est invité à choisir s'il veut la version adaptée pour les écoles ou pour le grand public.

Le projet est possible grâce au soutien financier du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) dans le cadre de la Stratégie québécoise d'économie d'eau potable. Le C.I.EAU remercie tous les collaborateurs impliqués dans le développement de la trousse, notamment la firm Virus1334. Tous ensemble, nous ferons la différence pour un avenir plus beau !

Un retour à Jean-Grou pour inspirer les jeunes

Souhaitant inspirer les jeunes, le commentateur politique et ex-candidat de Projet Montréal dans Montréal-Nord Sacha-Wilky Merazil est retourné à son ancienne école secondaire le 17 février, dans le cadre des Journées de la persévérance scolaire.

Anouk Lebel

alebel@metromedia.ca

M. Merazil a grandi à Montréal-Nord, mais a fréquenté l'école Jean-Grou de Rivière-des-Prairies de Rivière-des-Prairies en 4^e et 5^e secondaire.

«Ça me fait vraiment chaud au cœur de revenir», a-t-il confié. Pour l'une de ses conférences, il était accompagné du conseiller d'Ensemble Montréal pour le district de Rivière-des-Prairies, Giovanni Rapanà.

«Le monde est à votre portée», a lancé ce dernier, avant d'avouer qu'il avait eu des difficultés à apprendre le français à son arrivée au Québec, il y a 30 ans.

«La persévérance scolaire, ce n'est pas juste avoir des bonnes notes, c'est aussi persévérer dans d'autres aspects de sa vie», a pour sa part soutenu M. Merazil. Il s'est lui-même impliqué en politique dès l'école primaire et a fait de la radio communautaire avant de se porter candidat aux élections municipales en 2017.

La vie après Jean-Grou

À certains jeunes qui se questionnent sur l'utilité de certains cours - comme ceux de musique et d'arts plastiques -, M. Merazil a répondu avec franchise. «Sans mes cours

d'arts plastiques, je ne pourrais pas dessiner un bonhomme de neige pour ma fille de deux ans», a-t-il illustré devant des élèves bouche bée.

«Je voulais montrer aux élèves que même après Jean-Grou, il y a une vie», avait-il expliqué préalablement en entrevue avec *Métro*.

Pour encourager les jeunes à persévérer, il a par ailleurs distribué aux élèves des certificats de persévérance scolaire au nom du conseil d'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles et de l'Assemblée nationale du Québec.

Penser l'avenir

«L'avenir passe par les jeunes», a quant à lui affirmé M. Rapanà.

En entrevue, il a lancé un cri du cœur pour développer les infrastructures pour les jeunes au-delà de l'école et de la Maison des jeunes de Rivière-des-Prairies, un trop petit espace pour l'ampleur des besoins, selon lui.

«C'est dans un petit bungalow, alors que dans d'autres arrondissements, il y a des maisons des jeunes flambant neuves», a renchéri M. Merazil, qui a lui-même fréquenté l'endroit lorsqu'il était adolescent.

Il a souligné qu'avec la pandémie et la distanciation, les jeunes du quartier avaient d'autant plus besoin de plus d'espace pour étudier et faire activités. «Ça n'a pas été évident pour les jeunes de faire l'école à la maison puis l'école un jour sur deux. Pour moi, juste le fait qu'ils soient là, c'est déjà un signe de persévérance. Ces jeunes-là, cette génération-là, ils ont montré leur résilience», a-t-il tenu à souligner. **M**



Communiqué (s)



FÉDÉRATION DES COMITÉS DE PARENTS DU QUÉBEC

La FCPQ réagit au dépôt du budget pour le milieu scolaire

24 mars 2022

Après deux années difficiles pour les élèves et pour le milieu scolaire, la Fédération des comités de parents du Québec (FCPQ) salue les nouvelles sommes investies en éducation, tout en rappelant que les besoins restent énormes.

Pendant la crise sanitaire, la FCPQ s'est efforcée de recentrer le discours public autour de la réussite et du bien-être des élèves. Les investissements pour la réussite et pour la persévérance scolaire sont donc bien accueillis. La bonification du programme de tutorat permettra notamment d'ouvrir ce service à plus d'élèves en difficulté. Les investissements pour l'accompagnement des élèves vulnérables permettront plus d'accessibilité et d'équité dans le réseau.

« Les élèves doivent pouvoir bénéficier pleinement de ces nouvelles mesures et de celles déjà existantes. Les besoins sont nombreux dans nos écoles et les sommes doivent être utilisées intégralement pour maximiser l'impact sur l'atteinte du plein potentiel des élèves. Souplesse, agilité et subsidiarité sont les mots d'ordre pour qu'elles puissent être utilisées de la meilleure façon possible et selon les réels besoins des élèves de chaque milieu », selon Kévin Roy, président de la FCPQ.

Une suggestion : la FCPQ met de l'avant que nous devons tendre vers la gratuité des services de garde en milieu scolaire. Il s'agirait d'un choix structurant qui aiderait réellement les familles. Alors qu'une grande proportion d'élèves fréquente le service de garde au moins quelques heures par jour, pourquoi ne considérons-nous pas ce service essentiel comme un service éducatif devant être offert gratuitement aux parents?

La Fédération s'attend à ce que les règles budgétaires soient connues rapidement.

Pour plus d'information



Fédération des comités de parents du Québec

2263, boulevard Louis-XIV

Québec Québec

Canada G1C 1A4

🌐 www.fcpq.qc.ca

Lancement d'un projet de recherche-intervention - La santé mentale des profs : au cœur des préoccupations syndicales et patronales



NOUVELLES FOURNIES PAR

Fédération autonome de l'enseignement (FAE) →

Mars 24, 2022, 06:00 ET

MONTRÉAL, le 24 mars 2022 /CNW Telbec/ - La Fédération autonome de l'enseignement (FAE) est fière d'annoncer qu'un projet de recherche-intervention, portant sur la santé mentale du personnel enseignant au travail, sera réalisé au courant des deux prochaines années scolaires sous la direction du professeur Simon Viviers, Ph. D., professeur à la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université Laval. En effet, dans le cadre de la négociation nationale 2020-2023, une lettre d'entente paritaire a été conclue avec le Comité patronal de négociation pour les centres de services scolaires francophones (CPNCF). Celle-ci a trait à la santé globale des personnes salariées et a donné naissance à ce projet de recherche-intervention. Un montant de quelque 793 000 \$ sera dévolu au projet, par année financière.

Les objectifs principaux de ce projet de recherche-intervention sont de concevoir et d'expérimenter un dispositif organisationnel de prévention des problèmes de santé mentale fondés sur une approche clinique du travail. Cela se traduit par la mise en place de différentes méthodologies ou outils susceptibles de prévenir les risques psychosociaux et les problèmes de santé mentale au travail. Cette approche théorique part du principe que le travail est un vecteur puissant de santé lorsqu'il est exercé dans des conditions favorisant la construction de soi et du monde. « Ce projet de recherche-intervention constitue une première remarquable »

dans le monde des relations du travail et des enjeux de santé et de sécurité pour le personnel enseignant au Québec, souligne madame Nathalie Morel, vice-présidente à la vie professionnelle de la FAE. Depuis plusieurs années déjà, la FAE se penche sur la santé mentale des enseignantes et enseignants. Ce projet reconnaît enfin la nécessité et l'importance de consacrer du temps et des moyens concrets, dans les établissements scolaires, pour prévenir les risques psychosociaux du travail et les problèmes de santé mentale qui peuvent en découler. »

Le projet de recherche-intervention vise à instituer un comité « santé mentale, qualité de vie et organisation du travail » dans un minimum de 12 établissements scolaires, répartis dans les centres de services scolaires (CSS) dont les syndicats sont représentés par la FAE. Ce comité, composé d'enseignantes et d'enseignants et d'un membre de la direction, aura pour mandat de prévenir les situations de travail à risque pour la santé mentale en favorisant la prise en compte des rôles et des responsabilités des divers intervenants impliqués. D'entrée de jeu, les chercheuses et chercheurs associés au projet accompagneront les personnes participantes pour créer un espace de dialogue afin de discuter de l'expérience subjective du travail et d'identifier des pistes communes d'amélioration de leurs conditions de travail et d'exercice. Les données recueillies permettront de documenter l'implantation du dispositif organisationnel et de produire des recommandations. Nous espérons que ce projet permettra ensuite d'étendre l'expérience à d'autres établissements scolaires. Il est souhaitable, en effet, que ce comité demeure pérenne afin de soutenir l'amélioration de l'organisation du travail, de façon continue. Par sa pertinence, tant scientifique que sociale, ce projet s'inscrit dans le développement des connaissances en matière de santé et de sécurité du travail. « D'une part, il est temps de traiter les problèmes de santé mentale au travail sur le plan organisationnel, et de cesser de n'en faire que des questions individuelles ou personnelles, précise Luc Ferland, vice-président aux relations du travail de la FAE. D'autre part, les contextes sociaux et juridiques s'avèrent favorables et il y a une volonté sincère de travailler de manière paritaire sur ces questions. C'est une occasion à saisir, tant pour l'avancement de la recherche en santé mentale au travail, que pour mieux prendre soin du personnel enseignant », conclut monsieur Ferland.

Le projet de recherche-intervention implique aussi la participation d'autres chercheuses et chercheurs chevronnés dans la recherche en santé mentale au travail que sont Emmanuel Poirel, Ph. D., et Frédéric Yvon, professeurs à la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université de Montréal, Patricia Dionne, Ph. D., et Frédéric Saussez, professeurs à la Faculté

d'éducation de l'Université de Sherbrooke, David Benoit, professeur au Département des sciences de l'éducation à l'Université du Québec en Outaouais et Mariève Pelletier, Ph. D., conseillère scientifique spécialisée en santé au travail à l'Institut national de santé publique du Québec.

À propos de la FAE

La FAE regroupe neuf syndicats qui représentent plus de 50 000 enseignantes et enseignants du préscolaire, du primaire, du secondaire, de l'enseignement en milieu carcéral, de la formation professionnelle, de l'éducation des adultes et le personnel scolaire des écoles Peter Hall et du Centre académique Fournier, ainsi que 2 300 membres de l'Association de personnes retraitées de la FAE (APRFAE). Elle est présente dans les régions de Montréal, de la Capitale-Nationale, de Laval, de l'Outaouais, des Laurentides, de l'Estrie et de la Montérégie, où se situent les quatre plus grands pôles urbains du Québec.

SOURCE Fédération autonome de l'enseignement (FAE)

Renseignements: Marie-Eve Rancourt, Conseillère à la vie politique et aux communications,
me.rancourt@lafae.qc.ca, 514 709-7763